

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1994/NGO/18  
8 février 1994

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquantième session  
Point 10 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES  
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT

Exposé écrit présenté par l'Association américaine des juristes, organisation  
non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie II

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué  
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[24 janvier 1994]

Le cas Saavedra Marreros

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire, institué en 1991, a entrepris un effort considérable dans la lutte contre toute détention arbitraire. Bien que le rapport du Groupe de 1993 (E/CN.4/1993/24) soit très satisfaisant dans l'ensemble, nous aimerions soulever quelques réflexions à propos de quelques-unes des décisions du Groupe et tout particulièrement de la décision No 7/1992 concernant le Pérou (annexe I), par laquelle il a déclaré non arbitraire la détention du requérant, l'avocat Wifredo Saavedra Marreros.

2. Avant d'analyser le cas de Saavedra Marreros, nous voudrions attirer l'attention sur les décisions Nos 9/1992, 14/1992 et 15/1992 qui sont en contradiction avec d'autres décisions où le Groupe a jugé qu'il y avait détention arbitraire, nonobstant certaines lacunes dans les renseignements fournis par l'Etat ou par l'auteur de la requête. Il serait donc souhaitable, surtout face à des renseignements insuffisants de la part du gouvernement mis en cause, de garder le plus possible l'affaire à l'examen avant de la classer définitivement. Dans le cas contraire, le travail du Groupe risque de perdre une partie de son efficacité.

Détention sans mandat et sans possibilité de recourir à un avocat

3. Saavedra Marreros soutenait avoir été détenu sans mandat et n'avoir pu consulter son avocat que 30 jours après son arrestation. Le Groupe lui répond : "(...) il est vrai que si la police a pu agir en l'absence de mandat d'arrestation, il est non moins certain que l'intéressé a été mis à la disposition du tribunal, sans que l'on ait fait valoir que ce fut en dehors du délai légal (...) de sorte qu'il ne semble pas justifié de parler de détention arbitraire" (E/CN.4/1993/24, annexe I, décision No 7/1992, par. 6 g)). L'on peut discuter sur le devoir au moins du Groupe de demander des informations sur le délai qui a pu s'écouler entre l'arrestation et la comparution de Saavedra Marreros devant un tribunal. Il ne faut toutefois pas oublier que les principaux instruments relatifs à la protection des droits de l'homme (le Pérou est, du reste, partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques) ont donné lieu à une riche jurisprudence à cet égard et que le nombre d'heures passées sans que la personne privée de liberté soit traduite devant un juge ou autre magistrat habilité à exercer des fonctions judiciaires est essentiel pour statuer sur le caractère arbitraire ou non de la détention.

4. Il faut souligner que l'inculpé n'aurait eu accès à un avocat que 30 jours après son arrestation (par. 6 a)). La jurisprudence des instruments conventionnels de protection des droits de l'homme est bien claire à ce propos : le fait de jouir de l'assistance d'un avocat apparaît comme l'une des conditions procédurales fondamentales pour que soit effectivement exercé le droit qu'a tout prévenu d'être traduit devant un juge ou autre magistrat. Le Groupe ne mentionne pourtant pas une circonstance aggravante dans la détention de Saavedra Marreros : il a été arrêté alors qu'il exerçait sa profession d'avocat, comme le signale le Rapporteur spécial sur la torture (E/CN.4/1990/17, par. 120).

Condamnation par un tribunal militaire

5. En outre, le requérant contestait la compétence du tribunal militaire qui l'avait condamné en vertu de la législation antiterroriste. En analysant ce grief, le Groupe assimile, à tort, la notion de la légalité à celle d'absence d'arbitraire.

6. Toute activité étatique doit être prévue par un acte législatif et être exercée en conformité. Il s'agit là du principe de la légalité. Toutefois, pour ne pas être arbitraire, toute loi interne relative aux droits de l'homme doit aussi se conformer aux principes internationaux qui régulent ladite matière (Opinion consultative de la Cour interaméricaine des droits de l'homme OC-13/43 du 16 juillet 1993). En conséquence, le Groupe ne doit pas se limiter à affirmer que la décision du tribunal militaire n'est pas arbitraire puisque la législation antiterroriste péruvienne prévoit la compétence de ce dernier et que la Cour suprême péruvienne n'a pas infirmé le jugement. Par cette décision, le Groupe ne fait que constater le respect du principe de la légalité au niveau interne (si ce dernier avait été violé la décision de mise en détention serait déjà à ce stade "illégale" et nulle car elle enfreindrait le droit interne). Il ne vérifie pas si Saavedra Marreros a été jugé par un tribunal indépendant et impartial en l'absence de tout arbitraire et si la législation antiterroriste péruvienne, en attribuant la compétence de juger des infractions civiles à des juridictions militaires, ne constitue pas une source dangereuse d'arbitraire.

7. Le Groupe lui-même prévoit "qu'il devra ... examiner la législation nationale pour s'assurer que la loi du pays a bien été appliquée et, dans l'affirmative, considérer si la loi est bien conforme aux normes internationales. En ce sens, il pourra être amené à apprécier ... si [des pratiques de détention arbitraire] ne sont pas rendues possibles du fait de l'existence de lois qui pourraient n'être pas conformes aux normes internationales" (E/CN.4/1992/20, par. 10).

8. La juridiction militaire doit être strictement limitée aux infractions relevant de la discipline militaire. Pour tout autre délit, seuls les tribunaux ordinaires peuvent assurer la garantie d'impartialité et d'indépendance qu'exige une bonne administration de la justice. Il s'agit là du critère largement prépondérant au niveau international (Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, résolution 47/133 de l'Assemblée générale; Rapport du Rapporteur spécial sur la torture E/CN.4/1990/17, par. 271; Rapport du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires E/CN.4/1990/13, par. 345, E/CN.4/1992/18, par. 367, E/CN.4/1993/25, par. 514 et 520; Projet de déclaration sur l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire, art. 5; Déclaration universelle sur l'indépendance de la justice, art. 2.6; etc.)

9. A ce propos, il est intéressant de mentionner la "théorie des apparences" élaborée par la Cour européenne des droits de l'homme lors de l'application de l'article 6, alinéa 1, de la Convention européenne. Selon la Cour, certaines apparences, mêmes si elles ne correspondent pas aux réalités, peuvent créer aux yeux des justiciables un doute légitime quant à l'indépendance et à

l'impartialité du tribunal. Dans l'arrêt *Borgers* du 30 octobre 1991 (Série A, No 214), la Cour européenne a conclu à la violation de l'article 6 "eu égard aux exigences des droits de la défense et de l'égalité des armes ainsi qu'au rôle des apparences dans l'appréciation de leur respect".

10. La situation des juridictions militaires doit s'apprécier dans une optique similaire : il y a un risque aigu d'apparence de partialité et de dépendance. Ce dernier diminue face à des infractions purement disciplinaires : dans ce cas la compétence des tribunaux militaires est perçue comme légitime tant par les parties que par le grand public. Pour d'autres chefs d'accusation seules des juridictions ordinaires sont à même d'effacer toute ambiguïté. Pour des questions militaires délicates, les juges ordinaires et les parties pourront toujours consulter des officiers en tant qu'experts.

#### Aveux extorqués sous la torture

11. Saavedra Marreros soutenait avoir été torturé et obligé de s'avouer militant dans un mouvement révolutionnaire. Dans le rapport sur la torture déjà mentionné (E/CN.4/1990/17, par. 120), le Rapporteur avait fait valoir qu'une commission médicale, composée par le Doyen du Collège des médecins, par des médecins et des parlementaires, avait bel et bien constaté sur le corps du détenu des contusions et des traces de liens aux poignets. Le Groupe estima, toutefois, qu'"il ne lui appartenait pas de se prononcer sur une question qui avait déjà été portée à la connaissance d'un autre organe de la Commission". Le fait de se dessaisir en faveur du Rapporteur spécial va à l'encontre des explications fournies par le Groupe lui-même sur son mandat (E/CN.4/1993/24, par. 6 et 7). Le susdit est censé collaborer avec les rapporteurs de la Commission, de la Sous-Commission et avec les organes de suivi des traités. Cette collaboration doit se manifester, entre autres, par un échange d'informations dans un souci de coordination, d'économie de temps et de moyens et d'exhaustivité des renseignements.

12. En outre, la décision de ne pas vouloir statuer sur de probables actes de torture infligés à Saavedra Marreros, quand bien même les documents fournis par le Rapporteur spécial laissent soupçonner une réponse affirmative, entache le raisonnement du Groupe concernant les aveux qui auraient été obtenus sous la torture d'une grave contradiction. Ce dernier affirme qu'"aucun élément dont le Groupe de travail est saisi ne lui permet de penser qu'(une telle allégation) est fondée" (E/CN.4/1993/24, annexe I, par. 6 k)). L'on oublie l'avis de la commission médicale.

#### Quelques remarques générales sur le travail du Groupe

13. Concernant la notion de détention arbitraire, le Groupe distingue entre une violation grave ou d'une gravité particulière du principe du procès équitable et la violation de quelques-uns seulement des droits qui le composent. Dans le premier cas, la détention est arbitraire en soi. Dans le deuxième cas, la simple violation des prérogatives constitutives de la notion de procès équitable, notamment lorsqu'elles n'ont pas une portée essentielle, peut suffire pour apprécier s'il y a violation du droit à un juste procès sans toutefois retenir le caractère arbitraire de la détention (cf. E/CN.4/1992/20, par. 23 f) et E/CN.4/1993/24, p. 21), raisonnement dangereux et qui menace la sécurité et la prévisibilité du droit, à cause du caractère subjectif

du critère de distinction (la gravité de la violation). Les normes internationales relatives au droit à un procès équitable ne font pas une telle distinction. Dans l'Observation générale No 13 (21) sur les garanties judiciaires, le Comité des droits de l'homme ne crée aucune hiérarchie d'intensité de violation, mais rappelle au contraire qu'il s'agit des droits minimums dont le respect doit être assuré en tout temps.

14. En conclusion, la simple violation même d'une seule des règles du procès équitable rend la détention arbitraire. Déjà l'unique fait de distinguer et ainsi de créer une échelle d'importance entre les différents droits fondamentaux universellement garantis constitue en soi une riche source d'arbitraire. L'Association américaine des juristes estime que ladite distinction n'a aucune raison d'être.

15. Toutes les résolutions prises par le Groupe sont indiquées comme "Décisions". L'Association américaine des juristes croit que cette formule n'est pas la plus appropriée. Les opinions du Groupe n'ont aucune force juridique obligatoire, il ne peut que "demander aux Etats de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation ...". Il appartiendra au bon vouloir du gouvernement mis en cause de respecter ou non une telle demande. Si le Groupe emploie des termes comme "décider" ou "déclarer", qui ne correspondent pas à son mandat mais plutôt à un mandat juridictionnel, il risque de provoquer de graves confusions. Si, par exemple, la victime d'une détention, que le Groupe a "décidée" ou "déclarée" comme non arbitraire, veut entamer une procédure auprès du Comité des droits de l'homme ou de la Commission interaméricaine ou européenne des droits de l'homme, va-t-on considérer, même à tort, que l'affaire a déjà été "jugée" ? Pour éviter de créer de fâcheuses confusions, le Groupe devrait employer des termes plus neutres comme "opinions" ou "avis" et se limiter à "considérer" ou à "estimer" qu'une détention est arbitraire ou non.

-----